

Les villages du Niger proches de la frontière accueillent des dizaines de milliers de personnes qui fuient les tueries des islamistes ou les représailles des militaires au Nigeria.



A Bosso, village du Niger, le 29 mai. Plus de 4 000 réfugiés venus du Nigeria s'y sont abrités. PHOTO BENEDICTE KURZEN. THE NEW YORK TIMES. REDUX. REA

«Les réfugiés ont autant peur de l'armée que de Boko Haram»

Par **JEAN-LOUIS LE TOUZET**
Envoyé spécial
à Bosso et Diffa
(Niger)

La rivière Komadougou, en cette saison, c'est un liquide roux, trois mètres au plus large et 80 cm de profondeur. La Komadougou, pendant les pluies, mouille la région et se jette dans le lac Tchad. Ici, elle sépare Bosso, ville du Niger d'environ 10 000 habitants, du Nigeria. C'est la plus molle et la plus franchissable des frontières. Aucune présence de l'armée côté Nigeria. Côté Niger, la troupe sillonne la ville. Les réfugiés affluent depuis février 2013 de l'Etat voisin de Borno. Le Haut-Commissariat

aux réfugiés (HCR) travaille depuis septembre au recensement des populations nigérianes qui ont fui leur pays et les estime aujourd'hui à plus de 2 000 à Bosso et plus de 40 000 sur la région de Diffa. «Un chiffre largement dépassé et qui annonce une situation alimentaire pré-occupante», indique Karl Steinacker, le représentant des Nations unies au Niger.

CRUELLE. Le préfet de Bosso, Abouba-kar Hamadou Marah, a le front plissé par l'inquiétude : «Nous savons qu'il y a des éléments de Boko Haram dans la ville.

Tout le problème est de savoir qui est qui.» Il y a trois semaines, la secte islamiste a attaqué l'île de Mandaï, en territoire nigérian, sur le lac Tchad. Deux jours plus tard, l'armée du Nigeria, qui a pris possession de l'île et voyant que deux maisons avaient été épargnées, celle de l'imam et du chef traditionnel, «a exécuté les deux hommes en représailles, les soupçonnant de collaboration avec la secte», raconte le préfet : «Au Nigeria l'armée ne fait pas de quartier», se désole le représentant de l'Etat.

REPORTAGE

Pour le préfet, le tournant de l'effondrement du Nigeria remonte au 4 août. Ce jour-là, 105 militaires nigériens franchissent la frontière au petit jour avec des pick-up Toyota Hilux, se souvient le préfet qui ne s'est toujours pas remis «de cette débâcle». «Le reste de la troupe était à pied. Ils venaient de Malafatori, à 3 kilomètres d'ici.» Le préfet se souvient parfaitement de ces officiers «sous le choc, qui répétaient sans cesse : "On les a tués, puisqu'on vous dit qu'on les a tués..."» et qui ont abandonné



leurs véhicules sur place. L'homme ajoute, en secouant la tête : «C'est une armée puissante, cruelle, mais totalement désorganisée.» Et de tendre le bras vers le Nigeria : «Il n'y a plus d'Etat, de dispensaires, de règles, de gouvernance. L'armée seule règne dans le nord, et les réfugiés ici ont autant peur de Boko Haram que de l'armée qui a la main lourde.»

Parmi les réfugiés de Bosso, des marabouts et leurs talibés, ces jeunes enfants qui étudient le Coran, mendient pour leur maître et mangent les restes à même le sol. Celui-là vient de Maiduguri, la métropole de l'Etat nigérien de Borno, à 250 km de la frontière. Il s'appelle Goni Mada Yaya. Il a la charge de 62 élèves, a deux épouses et 13 enfants. Il ne comprend pas quand on s'adresse à lui en arabe mais enseigne le Coran. Le marabout a franchi la frontière début février. Il dit avoir mis en place «un stratagème» pour faire sortir les enfants par groupes de 20 et ajoute en levant l'index qu'il n'en manque «pas un à l'appel». Cet homme «d'environ 50 ans» accorde à sa personne un soin particulier. Les enfants, mal nourris et éteints par la chaleur qui va encore monter en avril, cuisent par 45°C dans des huttes en paille, alors que lui a fait venir sous une tente son barbier, qui fait aussi manucure.

Il raconte Maiduguri, où les militaires ne maîtrisent plus la ville, où la secte a noyauté certaines écoles coraniques, et où la population est prise en otage par les islamistes, l'armée «et les milices payées par l'armée». Le marabout n'évoque jamais directement Boko Haram. Il parle en langue kanouri tantôt de «frères» ou encore «de nos frères». Puis, d'un coup, il renvoie le barbier, les bras au corps, comme s'il avait perdu de son épaisseur : «Mes frères, je les voyais tous les jours à Maiduguri. Ce sont d'anciens talibés des écoles coraniques. Des jeunes de 16 à 20 ans.» A-t-il reconnu certains de ses anciens élèves ? «Je ne peux pas le dire. On me tuerait même jusqu'ici si je disais quoi que ce soit de plus.» A Diffa, capitale de la région à trois heures de piste de Bosso, le secrétaire du gouverneur, Hassan Ardo Ido, s'emploie à dédramatiser la situation : «J'entends des nouvelles dans lesquelles nous ne nous

«Un matin, j'ai appris que les quatre chrétiens qui travaillent avec moi à la boulangerie avaient été tués dans la rue alors qu'ils rentraient chez eux.»

Lawali Nigérien de 32 ans réfugié à Diffa (Niger)

reconnaissons pas, même si l'éventualité d'actes terroristes n'est pas à exclure. L'Etat mène la politique de ses moyens et nous entendons que tous ces réfugiés du Nigeria soient protégés.» Karl Steinacker, le patron du HCR au Niger, livre une analyse qui tranche nettement avec celle du haut fonctionnaire : «L'Etat de Borno, c'est 5 millions d'habitants, et la région de Diffa, 500 000 personnes. Ainsi, à court terme, va se poser le problème de la construction de camps car la population locale ne pourra pas absorber chez elle les

REPÈRES



BOKO HARAM

La secte a été fondée en 2002 par Mohamed Yusuf, un prédicateur radical basé à Maiduguri, capitale de l'Etat de Borno (Nigeria). Né dans les années 70, il a étudié les sciences politiques en Angleterre. Il a été tué au cours d'un interrogatoire musclé, en 2009. En 2011, une explosion de violences a ravagé les trois Etats du nord du Nigeria.

réfugiés qui continuent d'affluer.» Sait-il alors pourquoi le gouvernement du Niger s'oppose, alors que le flux ne tarit pas, à leur construction ? «Vu le problème sécuritaire évident, un camp peut vite devenir incontrôlable pour l'Etat.»

MOTO CHINOISE. Gashagar est la grosse ville frontalière à 25 km de Diffa. Lawali en vient. Il parle anglais. Il est haoussa par sa mère nigérienne et kanouri par son père, nigérien. Il a fui définitivement le 17 janvier, «quand les frères, des très jeunes, pas des barbus, portant des pantalons courts, ont attaqué le marché, faisant des dizaines de morts à la mitrailleuse». Lawali a 32 ans, une épouse, trois garçons et une moto chinoise avec une plaque d'immatriculation «Borno, State of Peace». Il n'a pas de papiers d'identité, assure-t-il. Lawali affirme que dès décembre 2012,

les chrétiens ont tous fui Gashagar : «Je travaillais dans une boulangerie. Un matin, j'ai appris que les quatre chrétiens qui travaillaient avec moi avaient été tués dans la rue alors qu'ils rentraient chez eux après la première fournée de la journée.» Lawali fait partie de ces réfugiés qui franchissent la frontière deux fois par semaine «pour affaires», sachant pourtant que l'activité marchande à Gashagar a été anéantie après l'attaque du marché central. Il se flatte de n'avoir «jamais été contrôlé côté Niger».

Pour le député de Diffa Lamido Moumouni, ancien ministre de l'Equipe-ment sous la présidence de Mamadou Tandja (1999-2010), «les allers-retours des populations ont toujours existé entre

«Il y a deux choses qui caractérisent le Nigeria aujourd'hui : ses taux terribles de croissance économique et démographique. Et puis sa sauvagerie, tout aussi terrible.»

Le colonel nigérien
Mahamadou Abou Tarka

les deux frontières puisque nous partageons la même monnaie [le naira nigérien est la devise la plus courante à Diffa, ndlr], les mêmes langues, les mêmes coutumes et les mêmes pratiques religieuses». Le franc CFA (monnaie officielle du Niger) est ici quasiment une devise étrangère. «En revanche, ce qui est inquiétant, c'est la forte porosité de la population du Niger aux idéologies sectaires venues du Nigeria, où les sectes wahhabites foisonnent.» Toujours selon le député qui, lui, verbalise le nom de la secte, «Boko Haram n'a pas intérêt pour le moment à ouvrir un nouveau front terroriste au Niger. Ce qui est préoccupant, c'est surtout la nette poussée du wahhabisme auprès de nos jeunes, des femmes et des milieux les mieux formés des régions frontalières de Diffa et Zinder».

Le père Charles, chemisette avec imprimés de sainte Thérèse de Lisieux, est Ougandais. Il est à la tête de la microscopique communauté catholique de la région et ressent en effet «depuis quelques mois, un net rejet par la population de tout ce qui est chrétien. Pour elle, nous sommes des produits de l'Occident, des colons. Et c'est un sentiment qui monte graduellement chez les gens autour de nous».

«PÉRIL». Le colonel Mahamadou Abou Tarka, originaire de la région d'Agadez, est à la tête de la Haute Autorité à la consolidation de la paix. Il est le seul militaire de haut rang qui ait accepté de rencontrer Libération. Il affirme que le Niger n'a pas, pour le moment, «de crainte exagérée d'attentats sur son territoire, car Boko Haram n'a pas de socle idéologique au Niger». «Je n'exclus pas des attaques terroristes chez nous, mais pas une explosion de violence.» Le colonel, qui a poursuivi un cycle de formation militaire à Abuja, la capitale du Nigeria, assure qu'il a gardé là-bas des contacts militaires et va droit au but : «Si les sectes ont prospéré depuis vingt ans dans le nord du Nigeria, c'est que ce géant n'est, au fond, pas un Etat moderne, pas une démocratie. Un pays pétrolier traversé d'immenses inégalités et touché par une gigantesque corruption. Bref, un pays qui dysfonctionne totalement, comme l'Algérie à la fin des années 90, et qui nous met en péril sécuritaire et alimentaire.»

Pour le colonel, le Niger peut toutefois compter, «contrairement au Nigeria, sur une structure administrative héritée de la colonisation. Couplée à notre structure traditionnelle, cela nous permet une remontée des renseignements que nous recoupons au niveau du gouvernorat pour désamorcer les tentatives de déstabilisation».

Le député de Diffa, lui, laisse entendre que Boko Haram «pourrait être manipulée par des politiciens du nord du Nigeria afin de renverser Goodluck [Jonathan, le président chrétien, ndlr]». Signifie-t-il que la machine infernale se serait emballée ? «Oui, au point qu'elle a aujourd'hui échappé à ses créateurs.»

